



**Décision n° 2024-391-UM portant approbation de la tarification des activités commerciales recherche
de la plateforme technologique pour la recherche CECEMA**

Le Président de l'Université de Montpellier

Vu le livre VII du Code de l'Education ;

Vu le décret 2020-1207 du 20 septembre 2021 portant création de l'Université de Montpellier et approbation de ses statuts ;

Vu la délibération n°2016-04-18-05 du conseil d'administration de l'Université de Montpellier en date du 18 avril 2016 portant approbation de la Méthodologie d'aide à la tarification des activités commerciales assurées par les structures de recherche ;

Vu la délibération n° n°2021-12-15-01 du conseil d'administration de l'Université de Montpellier en date du 15 décembre 2021 désignant Monsieur Philippe AUGÉ, Président de l'Université de Montpellier ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 21 février 2022, portant nomination et classement de Monsieur Bruno FABRE dans l'emploi de Directeur Général des Services de l'Université de Montpellier, à compter du 1er mars 2022 au 28 février 2026 ;

Vu la délibération n°2021-12-15-03 du Conseil d'administration de l'Université de Montpellier en date du 15 décembre 2021 portant proposition de la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président ;

Vu la délibération n°2024-03-04-19 de la Commission de la recherche du Conseil académique de l'Université de Montpellier en date du 4 mars 2024 portant approbation des tarifs de la plateforme technologique pour la recherche « CECEMA » ;

DÉCIDE :

Article 1 : Les tarifs de la plateforme technologique pour la recherche « CECEMA » sont fixés selon le barème joint en annexe.

Article 2 : Ces tarifs annulent et remplacent les précédents et prennent effet à compter du 5 mars 2024.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé des mesures d'exécution et de publicité de la présente décision.

Montpellier, le 5 mars 2024

Le Président de l'Université de Montpellier


Philippe AUGÉ

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Vous pouvez contester la présente décision, soit directement par la voie contentieuse, soit en formant au préalable, un recours administratif qui préserve le délai du recours contentieux.

Le recours contentieux doit être déposé dans les deux mois qui suivent la notification de la décision que vous contestez auprès

- du Tribunal Administratif de **Montpellier**, 6, rue Pitot, CS 99002 - 34063 Montpellier cedex2 pour les personnels qui résident dans l'**Aude**, l'**Hérault** ou les **Pyrénées Orientales** ;
- du Tribunal Administratif de **Nîmes**, 16, avenue Feuchères, CS 88010, 30941 Nîmes cedex09, pour les personnels qui résident dans le **Gard** et la **Lozère**.

Le délai de deux mois est un **délai franc** qui court le lendemain de la date de notification et/ou de l'affichage (ex. le délai pour contester une décision notifiée le 4 janvier court à partir du 5 janvier pour s'achever le 5 mars).

Le recours administratif peut prendre la forme d'un **recours gracieux** adressé à l'auteur de la décision contestée ou celle d'un **recours hiérarchique** auprès de l'autorité hiérarchique supérieure.

Saisie de votre recours administratif, l'administration peut :

- soit vous donner entièrement ou partiellement satisfaction, dans les **deux mois** qui suivent votre recours,
- soit rejeter votre demande, dans les deux mois qui suivent votre recours, **par une décision expresse** ou **par une décision implicite de rejet** en gardant le silence pendant plus de deux mois à votre réclamation.

Dans le cas d'une décision expresse ou implicite de rejet résultant de votre recours administratif, vous disposez de deux mois, délai franc, pour déposer un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier ou de Nîmes le cas échéant (articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative).



Tarifs de la plateforme CECEMA

Les tarifs ci-dessous ont été proposés par le conseil de gestion de la plateforme CECEMA accompagnée par la DPIL et votés en Commission Recherche de l'Université de Montpellier en date du 04 Mars 2024. Ces tarifs annulent et remplacent les précédents et rentrent en vigueur dès leur vote.

Hébergement animalerie conventionnelle :

Tarifs hebdomadaires hors taxes (HT)	Structures de l'UM (A)	Structures hors UM qui assurent une mission de service public (B)	Structures externes à l'UM (C)
<i>Souris (petites cages)</i>	3,4 €	10 €	16 €
<i>Souris (grandes cages)</i>	4,4 €	14 €	22 €
<i>Rat</i>	5,6 €	14 €	44 €

Location de box :

Tarifs mensuels hors taxes (HT)	Structures de l'UM (A)	Structures hors UM qui assurent une mission de service public (B)	Structures externes à l'UM (C)
<i>Toutes espèces rongeurs</i>	53 €	120 €	135 €

Location de box faune sauvage :

Tarifs annuels hors taxes (HT)	Structures de l'UM (A)	Structures hors UM qui assurent une mission de service public (B)	Structures externes à l'UM (C)
<i>Toutes espèces rongeurs</i>	541 €	643 €	688 €